DEPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE
ARRONDISSEMENT DE SAINT-DIZIER
COMMUNE D'ECLARON-BRAUCOURT-STE-LIVIERE
PROCES-VERBAL DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 4 JUIN 2025

Le quatre juin deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal d'Eclaron-Braucourt-Ste-Livrière s'est réuni à la salle du conseil de la Mairie d'Eclaron en session ordinaire, en vertu de la convocation adressée par Monsieur Jean-Yves MARIN, Maire, le vingt-huit mai deux mille vingt-cinq.
Mentionnée au registre et affichée à la porte de la mairie le trente mai deux mille vingt-cinq.

Etaient présents :

Jean-Yves Marin, Delphine Glowiak, Francis Gervaisot, Géraldine Vincenot, Ghislaine Delorme, Anne-Marie Steinbach, Annie Voinchet, Bruno Jaquet, Mélanie Heilmer, Ludovic Front, David Poulin, Myriam Puissant, Mathieu Dhaine, Olivier Rimbart, Luc Hispart, Laurette Ligier et Thomas Grosjean.

Mathieu Dhaine et Delphine Glowiak sont arrivés en cours de séance et n'ont pas pris part à la délibération 250604-01 ;

Francis Pfluger a donné pouvoir à Francis Gervaisot.

Absent :

Philippe Guillaume.

Ghislaine Delorme a été élue secrétaire.

Ce point a été adopté à l'unanimité.

Le compte-rendu du conseil municipal du 13/05/2025 a été adopté à l'unanimité.

Les délibérations suivantes ont été étudiées :

N° 250604-01 : MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE « MISE EN ACCESSIBILITE ET REHABILITATION DE L'ANCIEN PRESBYTERE ET CREATION D'UN COMMERCE » - ATTRIBUTION DU MARCHE

Vu l'approbation de l'estimation financière et les demandes de subventions effectuées, Monsieur le Maire rappelle que la commune a décidé d'effectuer des travaux pour mettre en accessibilité, réhabiliter et créer un commerce dans l'immeuble 1, rue Lebon, ancien presbytère ;

Vu la signature d'une convention d'accompagnement de ce projet avec l'Etat par le programme « Villages d'avenir » ;

Certains devis reçus pour la maîtrise d'œuvre étant supérieur à 40 000 euros, la commune a lancé un marché public le 10/03/2025.

La consultation des prestataires a été menée du 10/03/2025 au 11/04/2025 à 12h00 heures (avis de marché public diffusé dans le Journal de la Haute-Marne et documents mis à disposition sur la plateforme xmarché.com).

8 offres ont été reçues sur la plateforme de dématérialisation des marchés dans le délai imparti.

Suite à la présentation du rapport d'analyse des offres, réalisé en collaboration avec les services de l'Etat, après une phase de négociation entre les 2 meilleurs candidats, Monsieur le Maire a proposé :

- De retenir le cabinet Jean-André MARTIN pour un montant de 42 975 € H.T.
- De mettre à jour les différents dossiers de subventions auprès de l'ensemble des financeurs.

Après avoir pris connaissance de ces éléments, le Conseil municipal, à l'unanimité, a décidé de confier la mission au cabinet Jean-André MARTIN pour un montant de 42 975 € H.T ; a autorisé Monsieur le maire à signer au nom de la commune, la commande à l'entreprise, et à prendre les décisions nécessaires au bon déroulement et à l'exécution de la mission ; a autorisé Monsieur le Maire à solliciter tous les financeurs pour l'obtention des subventions en fonction de l'enveloppe qui sera mise à jour au fur et à mesure de l'avancée du projet.

N° 250604-02 : MISE EN PLACE D'UNE REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LES TERRASSES

Le droit de terrasse permet ainsi à un commerçant d'occuper le domaine public devant son commerce avec une terrasse. Cette autorisation d'occupation présente un caractère précaire et révoquant et est soumise au paiement d'une redevance dont le montant est fixé par délibération du conseil municipal.

Considérant que plusieurs commerçants sont concernés et qu'à ce jour, aucun tarif n'a été voté, il convient d'instaurer sur la commune une redevance spécifique à cette occupation du domaine public.

Monsieur le Maire a proposé de fixer le montant de la redevance à 1€/m²/an avec un minimum de facturation de 10€ par an. Une actualisation de cette redevance pourra être envisagée chaque année.

Toute occupation du domaine public par une terrasse, sans titre, fera l'objet d'une indemnisation versée par l'occupant à la commune pour compenser les revenus.

Après avoir pris connaissance de ces éléments, le Conseil municipal, à l'unanimité, a décidé de mettre en place une redevance d'occupation du domaine public pour les terrasses au tarif de 1€/m²/an avec un minimum de 10€ par an.

N°250604-03 : CREANCES ETEINTES ET ADMISSION EN NON VALEUR - BUDGET COMMUN EXERCICE 2025

Les créances éteintes sont des créances dont l'irrecouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Les créances éteintes sont les suivantes :

Nom du débiteur	montant	année	Libellé	Origine de l'extinction de créance
[REDACTED]	299.29	2016/2019	Eau+assainissement	Rétablissement personnel 26/10/21
[REDACTED]	708.87	2014/2017	Eau+assainissement	Rétablissement personnel 08/06/21
[REDACTED]	167.47	2019	Eau	Rétablissement personnel 19/04/23
[REDACTED]	2 158.40	2011/2017	Eau	Clôture liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif 17/08/23
[REDACTED]	231.86	<2019	Eau	Rétablissement personnel 25/04/23
[REDACTED]	1 477.53	2007/2019	Eau	Rétablissement personnel 28/01/25
Montant TOTAL	5 043.42			

L'admission en non-valeur :

Nom du débiteur	montant	année	Libellé	Origine de l'extinction de créance
[REDACTED]	18 534.69	2016/2019	Eau+assainissement +loyers	Décès

Le Conseil Municipal de la commune d'ECLARON-BRAUCOURT-SAINTE-LIVIERE, à l'unanimité, a accédé à la demande du service des Finances Publiques et admet pour se faire les dettes concernées en créances éteintes et admission en non-valeur, étant observé qu'aucune action en recouvrement ne sera désormais possible. Leur irrecouvrabilité s'impose à la collectivité et au comptable ; constate que cette opération constitue une dépense de fonctionnement sur l'exercice 2025 et que les crédits nécessaires sont prévus au budget communal compte 6542 pour 5 043.42 euros et compte 6541 pour 18 534.69 euros – Chapitre 65.

N°250604-04 : MARCHES PUBLICS – CONSTITUTION DE GROUPEMENTS DE COMMANDES – CONFECTION ET LIVRAISON DE REPAS POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE

Les collectivités citées ci-après ont des besoins communs pour la réalisation de prestations de confection et livraison de repas pour la restauration scolaire et périscolaire.

Collectivités :

- COMMUNE DE SAINT-DIZIER
- COMMUNE DE BETTANCOURT-LA-FERREE
- COMMUNE DE CHAMOUILLEY
- RPID VAL DE BRUXENNELLES
- COMMUNE DE CHEVILLON
- COMMUNE DE HUMBECOURT
- COMMUNE DE ECLARON-BRAUCOURT-STE-LIVIERE
- COMMUNE DE LOUVEMONT
- COMMUNE VILLIERS-EN-LIEU

Il apparaît opportun de mutualiser de nouveau les besoins de ces collectivités et de lancer une procédure de mise en concurrence commune.

Outre la simplification administrative, le lancement d'une unique procédure permet de susciter davantage la concurrence, de gagner en efficacité et de réaliser des gains achats.

La convention, annexée à la délibération, permet de constituer ce groupement et d'organiser les relations entre les membres. La commune de Saint-Dizier se propose d'en être le coordonnateur. Elle assumera la passation de la procédure.

Un accord-cadre en procédure formalisée ou adaptée sera passée pour répondre à ce besoin.

Préalablement à cette démarche, l'assemblée délibérante doit se prononcer favorablement sur la création de ce groupement.

Il a été proposé au Conseil Municipal :

- De valider le principe de la constitution d'un groupement de commandes conformément aux dispositions des articles L 2113-6 et L 2113-7 du code des marchés publics, en vue de la passation et de l'exécution du marché ;
- D'agréer la commune de Saint-Dizier en tant que coordonnateur du groupement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes à venir.

Le Conseil Municipal de la commune d'ECLARON-BRAUCOURT-SAINTE-LIVIERE, à l'unanimité, a validé le principe de la constitution d'un groupement de commandes conformément aux dispositions des articles L 2113-6 et L 2113-7 du code des marchés publics, en vue de la passation et de l'exécution du marché ; a agréé la commune de Saint-Dizier en tant que coordonnateur du groupement ; a autorisé Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes à venir.

AFFAIRES DIVERSES

Procédure mise en sécurité bien 7 rue de Verdun : la procédure a été lancée suite aux signalements de squats dont des enfants très jeunes. Le tribunal administratif a été saisi et un expert a été nommé pour procéder à l'expertise du bien.

Rédaction du futur SCOT (Schéma de Cohésion Territoriale) : Monsieur Marin a informé les membres du conseil de l'état d'avancement du futur SCOT. Des éclaircissements sont en cours notamment sur la loi littorale qui s'applique sur notre commune. Une délibération devra être prise cet été pour le valider.

Friche industrielle : la vente d'une grande partie du site a été signée. Une demande de subvention a été déposée pour la bâche incendie.

Lotissement : une douzaine de parcelles sont réservées sur 19.

Appel d'offres pour le projet Pumptrack : 1 seule offre a été reçue et est en cours d'étude. Les demandes de subventions Etat et département sont en cours d'instruction pour le sentier nature.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 19h40